

# **Réflexions sur « La France en guerre »**

## **d'après le livre publié par « Survie » en août 2013**

### **Les faits**

Début janvier 2012 l'armée malienne se fait massacrer par le groupe armé indépendantiste MNLA (mouvement national de libération de l'Azawad) aidé par les islamistes d' Ansar Dine. Cette déroute a contribué au coup d'état contre le président Amadou Toumani Touré le 22 mars 2012 ; le chaos a facilité l'occupation du nord par les groupes armés se réclamant de l'islam radical qui ont supplanté le MNLA.

Le 10 janvier 2013, le président François Hollande engage l'armée française au Mali contre ces groupes : Ansar Dine, le Mujao et Aqmi qui occupent les deux tiers du pays et y commettent de graves atteintes aux droits humains. L'intervention française provoque dans un premier temps le soulagement de nombreux Maliens.

### **Les questions qui se posent**

*1/ « Si nous n'étions pas intervenus, le pays s'écroulait »* Manuel Valls

Entre la France et le Mali, il n'existait qu'un accord militaire datant de 1985 dont l'article 12 du chapitre 4 précise : « le présent accord de coopération exclut toute possibilité de stationnement d'unités constituées des forces armées françaises sur le territoire malien ». En juillet 2012 la France assurait qu'elle n'assumerait qu'un « soutien logistique » à une « intervention africaine ». En 2013 , avec l'opération Serval, 4000 soldats français sont déployés sur le sol malien. Les avions Rafale et les Hélicoptères Tigre interviennent directement.

Le 2 février 2013 le président de la République française parade devant ses troupes à Bamako. Le 28 mars il annonce à la télévision française que le Mali devra impérativement respecter le calendrier électoral fixé par la France et ses partenaires internationaux. Le 22 avril 2013 le parlement français vote à la quasi unanimité la prolongation de l'opération Serval.

Le 25 avril, le conseil de sécurité de l'ONU adopte la résolution 2100 instituant une mission de maintien de la paix dans laquelle l'armée française obtient de conserver une force parallèle chargée de lutter contre le terrorisme.

**Où est passée la souveraineté du Mali ?**

*2/ « La France, elle porte des valeurs. Elle n'a aucun intérêt au Mali. »* F. Hollande

Et les mines d'or du Mali ?

Et l'existence prouvée d'un immense gisement de pétrole au nord du pays, gisement qui intéresse à la fois le pétrolier Total et Qatar Petroleum ?

Et l'existence des mines d'uranium du Niger, toutes proches de la frontière malienne ? Ces mines sont indispensables au fonctionnement des centrales françaises et à la vente de centrales nucléaires à l'étranger ( vente avec garantie d'accès au combustible).

Et l'excédent de 298 millions d'euros dans les échanges commerciaux de la France avec le Mali ? (chiffres 2011)

Et les 125 filiales et sociétés à capitaux français au Mali . (BNP-Paribas, Groupe Bolloré, Air France, Orange, Castel, Bouygues...) ?

Et l'incroyable publicité pour les armements français « de pointe » utilisés pendant l'opération Serval ? Bientôt suivie de ventes « en rafales »...

**La France n'a-t-elle vraiment aucun intérêt au Mali ?**

3/ « *Une lutte implacable contre les groupes terroristes* » Jean-Yves Le Drian

Quels groupes terroristes ? Aqmi, Ansar Dine , le Mujao, le MNLA ? Mais pour reconquérir le massif des Ifoghas, la France a fait alliance avec le MNLA et elle a interdit à l'armée régulière malienne d'intervenir.

Avec quelle logique ? D'après le « Canard Enchaîné » (été 2012) « selon les renseignements recueillis par la DRM les insurgés touareg du MNLA, les mouvements Ansar Dine, Aqmi et Mujao ont reçu une aide en dollars du Qatar ». Or en octobre 2012 l'investisseur qatarien est devenu membre associé de la Francophonie tout en gardant sa place d'excellent client de l'armement français.

Pour défendre quelles valeurs ?

L'armée française a interdit la présence de journalistes au front. Mais ils ont pu utiliser les images fournies par l'armée !

Les voix maliennes rejetant l'intervention militaire française n'ont quasiment eu aucun accès aux medias français. L'écrivaine Aminata Traoré et le secrétaire général du parti SADI au Mali se sont vu refuser leur visa pour l'Europe.

Deux élus français ont demandé au ministre de la défense de préciser si l'armée française avait utilisé des armes à l'uranium appauvri très dangereuses pour les civils. Ils n'ont pas eu de réponse.

**Les valeurs de la démocratie ont-elles vraiment progressé avec l'intervention française ?**